

# informations *la* cgt

Comité Régional CGT Midi-Pyrénées



Vos luttes dans la région  
SNPE : quel avenir?



Vie syndicale  
Marché Mondiale



Syndicalisation  
PNS : les résultats

Dossier

## Emplois-territoires

Nos diversités industrielles, un atout pour l'emploi...



N°158 avril 2005

## Dossier



## Emplois-territoires

**Editorial** .....2

**A la une** .....3

- Agissons, pour défendre nos droits !

**Vos luttes dans la région** .....4

- SNPE
- Logidis
- Saut du Tarn
- EDF

**Dossier** .....5-8

- emploi-territoires
- campagne pour l'action
- filière Bois-Papier
- 1<sup>er</sup> vol A380

**Vie syndicale** .....9

- discrimination syndicale
- VAL D'ADOUR

**Syndicalisation** .....10

- PNS : les résultats

**Brèves** .....11

- Congrès
- Marche Mondiale des Femmes
- Cheminot



Bourse du Travail  
19, place Saint-Sernin  
BP 7094  
31070 Toulouse cedex 7

Prix : 1€ • N° 158 • Avril 2005  
N° d'inscription à la CP 0206S05720

Directrice de la Publication :  
Martine Bernard-Roigt  
Tél. 05 61 23 35 52  
Fax 05 61 21 06 67  
e-mail : cgt.crm@wanadoo.fr  
Crédit photos : Jean-Philippe ARLES

Imprimé par Imprimerie Capitouls

Incontestablement cette fin avril est marquée par une montée des luttes revendicatives notamment dans les entreprises du secteur privé. Les salariés sont à l'offensive à Logidis (31), aux Forges du Saut du Tarn pour des augmentations de salaires, l'amélioration des conditions de travail. Ces luttes de conquête, déterminées, débouchent sur des succès revendicatifs. A l'hôpital de Saint-Girons depuis plusieurs semaines les personnels sont en grève pour l'embauche d'effectifs leur permettant d'assurer leur mission de service public de soins.

Oui décidément cette situation est de bonne augure pour les échéances à venir, le 1<sup>er</sup> mai n'a pas failli à cette mobilisation. Le 16 mai sera une nouvelle journée de mobilisation. Cet état d'esprit est le résultat de l'engagement de la **cgt**. Il crée un nouveau rapport de force qui rend possible les succès, comme en témoignent, ceux nombreux, obtenus dans les entreprises de notre région, pour ne pas travailler ce jour-là ! C'est un cinglant revers au gouvernement et au patronat !

C'est dans ce climat revendicatif que nous abordons la ligne droite avant le référendum sur la Constitution européenne. Le gouvernement n'a pas ménagé ses efforts pour gagner des millions de français à son approbation, au mépris de la plus simple démocratie ! Une chose est sûre, le 30 mai quelle que soit l'issue du scrutin les salariés devront à nouveau se mobiliser pour résister aux projets de régression sociale.

Dans ce contexte rien n'est plus urgent que de faire connaître et de débattre avec la déclaration du CCN de la CGT, qui s'est prononcé pour le rejet du traité... elle garde toute son actualité et sa pertinence. Nombreux sont les salariés qui ne la connaissent pas ! Elle est le moyen dans ce débat que mènent les partis politiques de tenir notre rôle de syndicat et seulement celui-là !!



**Martine BERNARD-ROIGT**  
secrétaire régionale  
6 mai 2005



# Agissons: pour nos droits

il faut donner plus de force à notre action,  
c'est le moment d'agir !

Ensemble, salariés du privé et du public, demandeurs d'emploi et retraités, nous avons réalisé des mobilisations importantes ces dernières semaines pour les salaires, l'emploi, la durée du travail et pour nos droits. La puissance exceptionnelle de la journée d'arrêts de travail et de manifestations du 10 mars, avec des millions de salariés à l'offensive, avec presque tous les syndicats et un fort soutien de l'opinion publique : a donné de l'élan pour de nombreuses actions, notamment sur les salaires dans les entreprises et des groupes dans le privé.../...a éclairé la contradiction insupportable entre l'explosion des profits et le refus d'augmenter les salaires.../... C'est le moment d'agir partout. La Cgt propose d'élargir et d'intensifier la pression

**Le 1<sup>er</sup> mai**, combatif, construit dans les entreprises, la Cgt propose de puissantes manifestations syndicales et unitaires pour, une nouvelle fois, faire entendre les exigences revendicatives des salariés et leur solidarité avec tous ceux qui, en Europe et dans le monde, luttent aussi pour l'emploi, les salaires et les droits.

Alors que la négociation nationale interprofessionnelle sur la pénibilité au travail traîne en longueur du fait du Medef, la Cgt propose, le 11 mai, une initiative permettant d'exprimer les exigences des salariés pour améliorer les conditions de travail et permettre les retraites anticipées.

**Le 16 mai**, lundi de Pentecôte. Le gouvernement a pris la décision unilatérale d'imposer une journée de travail gratuite aux salariés. Les personnes âgées n'en profiteront pas. Les premiers bénéficiaires en

seront les employeurs et le budget de l'Etat. Ce n'est pas de la solidarité, c'est de l'arnaque ! Cette mesure va à l'inverse d'une véritable solidarité. L'augmentation des salaires, le développement de l'emploi sont essentiels pour dégager des ressources permettant de répondre durablement au financement de la dépendance dans le cadre de la protection sociale.

**ne pas se laisser faire !**

Il n'y a aucune raison de se laisser faire. Nous voulons obtenir du gouvernement qu'il renonce à cette mesure et des entreprises qu'elles négocient pour ne pas imposer de temps de travail gratuit aux salariés, pas plus le lundi de Pentecôte qu'un autre jour. Déjà, des accords d'entreprises ont permis aux salariés d'imposer que leurs employeurs versent la contribution de solidarité sans contrepartie sur leur temps de travail ou sur leur rémunération.

La Cgt propose de faire du lundi de Pentecôte une journée de mobilisation unitaire avec arrêts de travail pour les salaires, l'emploi, la réduction du temps de travail, la protection sociale et les retraites.

**Le 28 mai**, avec la mobilisation pour l'égalité entre les femmes et les hommes que portera la Marche mondiale des Femmes à Marseille.

**Le 9 juin**, plusieurs professions annoncent des mobilisations importantes sur l'emploi industriel.

**Le 10 juin**, le ministre du Travail convoque une nouvelle réunion entre les syndicats et

le patronat sur les salaires. Ensemble, donnons un nouvel élan à notre action,

**Ensemble**, intensifions la pression sur les employeurs privés et publics, les branches patronales et les pouvoirs publics,

**Ensemble**, réalisons l'unité d'action, construisons les solidarités et convergences



d'intérêts entre tous les salariés, les demandeurs d'emploi et les retraités,

**Ensemble**, construisons de puissants syndicats Cgt capables de rassembler de nombreux adhérents dans une dynamique de conquête sociale dans l'entreprise et dans la société.

Déclaration de la CE CGT 7 avril 2005

# snpe/isochem... a-t-il encore un avenir... ?



La direction d'ISOICHEM/SNPE a annoncé un troisième plan social prévoyant la suppression de 103 emplois sur les 180 existants. Cette situation est insupportable ! Depuis de nombreux mois les salariés avaient alerté les pouvoirs publics sur l'absence de plan de charge de l'entreprise et un niveau de production des plus bas fragilisant ainsi cette unité du groupe déjà particulièrement malmenée après la catastrophe d'AZF. Ils dénonçaient la volonté de la direction, responsable de cette situation et ils proposaient que l'entreprise développe une

diversification de ses activités lui permettant de s'inscrire dans le projet de reconversion industriel autour du cancéropôle et de développer des partenariats industriels avec d'autres groupes décidés à s'implanter sur le site. Dans ce sens la cgt n'a pas ménagé ses efforts auprès des pouvoirs publics pour obtenir que la SNPE qui a notamment perçu 350 millions d'euros de fonds publics d'indemnisation s'engage à pérenniser ainsi les emplois. Ils n'ont pas été entendus ! Depuis plus d'une semaine, ils ont décidé la grève de 24 h reconductible et

le blocage de l'usine. Ils ont notre soutien, nous exigeons avec eux le maintien de l'emploi, le développement et la diversification des activités industrielles. Que l'état, unique actionnaire prenne ses responsabilités. Leurs actions et les multiples démarches entreprises notamment auprès de la ville de Toulouse contraint les pouvoirs publics à s'engager, un vœu unanime du conseil municipal a été adopté ! Des avancées qui doivent se concrétiser pour garantir les emplois.

## Logidis

La menace de 10 licenciements notamment des délégués CGT et leur convocation à l'entretien préalable, n'a pas entamé la détermination des salariés de cet entrepôt de Colomiers, dont la quasi totalité était en grève pour les salaires, les conditions de travail avec notamment l'exigence d'une baisse conséquente de la productivité. Leur détermination a été payante, ils obtiennent l'embauche de 10 personnes et la titularisation de 23 d'entre eux et une baisse de la productivité... qui passe, pour les préparateurs de 900 colis/jour à 700 !



## Forges

Les Forges du Saut du TARN, entreprise de la métallurgie, les salariés étaient en grève pendant près d'une semaine pour réclamer des augmentations de salaires et la revalorisation des plus bas. Leur détermination a été payante, ils obtiennent une revalorisation des bas salaires.

## edf

A l'agence du Mirail (31) les agents, face au refus de la direction de répondre aux revendications concernant l'emploi ont débrayé le 10 avril dernier. La direction décide de déclarer la grève illicite s'attaquant ainsi au droit de revendiquer et porte atteinte au droit de grève ! Plus scandaleux dans une volonté revancharde elle convoque 5 agents à un conseil de discipline avec la volonté de les sanctionner lourdement. L'action s'organise avec l'exigence de l'abandon des procédures disciplinaires !



# Emplois-territoires en Midi-Pyrénées

nos diversités industrielles, un atout pour  
l'emploi et le développement durable  
en Midi-Pyrénées

Qui n'a pas ressenti une légitime fierté ce 27 avril d'être Midi-Pyrénéens, au moment du premier envol de l'A380 ? Ce sentiment nous l'avons partagé avec des milliers de salariés et d'habitants de Midi-Pyrénées ! Tous les qualificatifs et les superlatifs auront été utilisés pour applaudir à l'exploit technologique et à juste titre ! très peu auront mis en avant les savoir-faire, les compétences des hommes et des femmes à tous les niveaux sans lesquels cet avion n'aurait pu être réalisé (voir la suite du dossier).

Cet exemple doit être un formidable moyen de démontrer les atouts extraordinaires dont dispose notre région pour son développement économique et industriel ! Son rayonnement est bénéfique à toute la région à l'exemple du Gers pourtant enraciné dans une tradition rurale, qui connaît un nouvel essor de son activité économique !

## QUELLES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES POUR LA RÉGION ?

Nul n'en contestera les retombées économiques pour notre région dont les stratégies libérales dans le cadre de l'intégration européenne l'avaient destinée à une vocation touristique seulement. Dans ce but, on ne compte plus le nombre de plans de destruction de l'emploi industriel : près de 10 000 emplois ont été supprimés de 2002 à 2004. Les politiques de reconversion industrielles n'ont guère connu de succès



depuis des décennies ! Et pour cause, on ne peut bâtir durablement une économie locale et régionale sur des friches !

Alors cet essor de l'aéronautique permettra-t-il de résoudre les problèmes auxquels fait face notre région et ses habitants ?

## VERS UN NOUVEL ESSOR !

La politique des grands groupes capitalistes dont la logique pousse à la rentabilité et la confiscation des richesses pour le profit de quelques actionnaires nous incitent d'abord à une grande lucidité mais aussi et

surtout à une extrême vigilance et à une aussi grande détermination pour aborder la période à venir. Cette politique a fortement affaibli notre potentiel industriel et plus particulièrement les investissements nécessaires à son propre développement. Prises dans leur ensemble, les entreprises ne souffrent pas d'un manque de fonds disponibles, les résultats publiés par les groupes l'attestent : 52 milliards d'€ pour les 40 premières sociétés françaises.

(suite page 6)

# Une campagne pour l'action la mobilisation... !

pour le développement de toutes nos activités industrielles...



Dans le même temps, ces profits jamais égalés se font sur le dos des salariés : blocage des salaires, progression du chômage et de la précarité, réduction des investissements matériels et humains et les répercussions que cela engendre sur l'ensemble de la protection sociale. La concurrence internationale et de compétitivité justifient les abandons industriels.

Midi-Pyrénées est riche de sa diversité et dispose sur tout le territoire régional d'atouts importants sans lesquels il ne peut y avoir de développement durable pour les populations. Ces atouts sont aujourd'hui mis en cause par la poursuite des plans sociaux et des abandons industriels, les politiques publiques, celles du Conseil Régional sont essentiellement tournées à l'accompagnement de l'aéronautique (financement des infrastructures, soutien à la sous-traitance, financement de la forma-

tion....) Le développement harmonieux de tout le territoire régional nécessite le développement de toutes nos activités industrielles.

## Quel avenir aurait une industrie de haute technologie dans un désert industriel ?

C'est ce à quoi sont profondément attachés les Midi-Pyrénéens qui luttent pour la reconnaissance et la valorisation de leur territoire. Il ne peut y avoir de développement de l'aéronautique sans investir dans un haut niveau de garanties sociales et sans un environnement qui assure le développement de l'ensemble du territoire.

Quel avenir aurait une industrie de haute technologie dans un désert industriel ?

C'est parce que nous sommes conscients que la force et la réussite d'aujourd'hui peuvent être nos faiblesses de demain, que nous sommes face à des enjeux importants

dans la période que le Comité régional décide d'engager une campagne d'information et de mobilisation sur le thème :

**"Nos diversités industrielles, un atout pour l'emploi en Midi-Pyrénées !"**

Elle revêtira la forme d'une campagne d'opinion (4 pages, affiches, argumentaires, conférence de presse) visant à créer les conditions d'une mobilisation plus forte en Midi-Pyrénées pour défendre l'emploi industriel et la diversité de nos richesses en cohérence avec l'initiative des fédérations. En effet le 9 juin, la défense et le développement de nos industries, de l'emploi et de nos territoires seront au centre de cette journée d'action. Chaque département, profession peut s'inscrire dans cette campagne à partir de ses préoccupations propres. Le Comité régional a décidé de donner une dimension régionale aux enjeux :

- de la filière bois-papier en Couserans (09) avec de nouvelles menaces sur plusieurs papeteries (voir suite du dossier),
- aux propositions pour le développement de la filière automobile (Tarn/Aveyron),
- au textile (Lavelanet-Castres-Mazamet),
- aux enjeux des pôles de compétitivité (voir précédent numéro).

Cette campagne devrait nous aider à mieux travailler les solidarités de luttes entre les salariés de Midi-Pyrénées et d'être en capacité de pouvoir intervenir et de peser sur les choix économiques qui nous concernent.

# Les industries du Bois-Papier... !

travailler les synergies industrielles  
pour une revitalisation du pays Couserans - Comminges

Les industries du Bois-Papier constituent un atout industriel important pour notre région, les départements de l'Ariège et le Comminges. Leur implantation en proximité de forêts et de cours d'eau nécessaires à la production des papeteries ont permis de développer toute une économie et un savoir-faire aujourd'hui mis à mal par la politique des groupes. De nombreux emplois sont menacés dans cette filière et les salariés, les populations ont massivement manifesté leur ras-le-bol lors d'une imposante manifestation à Saint-Girons le 15 janvier dernier. Cette mobilisation débouche sur la mise en place de groupe de travail par le préfet de l'Ariège, le conseil régional à notre demande a reçu une délégation des salariés des papeteries avec l'UDO9 et le comité régional. Bref compte rendu. Un premier tour de table a permis de faire un état des lieux de la filière dans ces bassins d'emploi. La situation des entreprises est particulièrement grave et préoccupante :

- **LEDAR** : En redressement judiciaire
- **JOB LA MOULASSE** : Baisse des commandes due à la concurrence, stocks importants.
- **MAZERES** : Fermeture de l'entreprise
- **SONOCO** : Fermeture de l'entreprise
- **BARTHIER** : En redressement judiciaire, dépôt de bilan éminent
- **TEMBEC** : Unité de production de pâtes, en difficulté cyclique due aux fluctuations du cours du dollar et de sa seule production de pâtes.

Face à cette situation quelles propositions pour le développement de cette filière dont l'enjeu a une dimension régionale. Plusieurs pistes de réflexions ont été abordées notamment le contrôle des aides publiques, les



possibilités de travailler les synergies industrielles sur le territoire (Récupérations des vieux papiers, achat du bois et des autres matières premières au niveau local, maintien du fret ferroviaire, environnement et entretien des forêts...), des solutions existent ! La délégation **CGT** propose la mise en place d'une étude :

## " Prospective de revitalisation du pays Couserans Comminges "

avec pour but de faire des propositions pour sauvegarder les emplois et d'anticiper un redéploiement industriel inévitable, de travailler à la mise en place d'un pôle industriel nécessaire, en Couserans Comminges pour la filière.

### ...des synergies et des coopérations

La décision de la SNCF d'arrêter le transport fret dans cette partie du département de la Haute-Garonne aboutit à faire en sorte que les matières premières nécessaires à la fabrication de la pâte à papier pour TEMBEC jusque-là transportées par le rail le sont aujourd'hui par la route. Résultat : 200 camions supplémentaires par semaine sur les routes de notre région. Par ailleurs la déréglementation du transport notamment le fret ainsi que la privatisation de la SNCF étaient au centre des exigences portées lors du rassemblement inter-régional des cheminots de Paca, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Aquitaine, Limousin ce 3 mai à Toulouse qui a rassemblé plus de 1 000 cheminots. Quelles coopérations cheminots-papetiers sur le transport fret ?

# Premier vol A380 volet social ?

Une réussite, au service du progrès social !

Le premier vol de l'Airbus A380 marque la réussite d'un grand programme industriel. Il s'inscrit dans la tradition aéronautique de notre pays.

**Des savoir-faire, des compétences des salariés !**

La CGT se réjouit de cette réalisation et partage la légitime fierté des salariés, de la population de notre département, de notre région. C'est une nouvelle étape du développement de l'aéronautique en Midi-Pyrénées, dont la réussite est d'abord le

résultat des savoir-faire, des compétences et de l'implication des salariés, ouvriers, employés techniciens ingénieurs, acquis depuis des décennies, sans lesquels le projet n'aurait pu voir le jour. Ce succès est aussi le résultat des coopérations entre les salariés des entreprises des pays européens, dans le cadre du partenariat qui fait l'originalité d'AIRBUS. Ce premier vol couronne l'engagement de l'Etat et d'une entreprise publique qui ont laissé le temps au projet de se réaliser, preuve que les grands succès technologiques et industriels nécessitent une volonté politique forte et un financement conséquent ! Les choix stratégiques opérés aujourd'hui par les grands groupes industriels privés guidés par la seule recherche du profit immédiat, ne permettraient pas ce type de pari sur l'avenir. Cette réussite à laquelle tous ont contribué doit maintenant être mise au service du progrès social et d'un haut niveau de garanties sociales pour tous les salariés des entreprises donneurs-d'ordres comme sous-traitants, équipementiers.

C'est urgent ! car en effet la logique financière et la course à la rentabilité qui guident toutes les décisions d'AIRBUS et d'EADS aujourd'hui se traduisent par :

- une très importante surcharge de travail. En effet sur une courte période, trois programmes majeurs ont été lancés : le très gros porteur A380, l'avion de transport militaire A400M et le long courrier A350.
- la création de postes insuffisante et l'augmentation de la précarité, l'intérim et la sous-traitance, les délocalisations et le recours massif aux heures supplémentaires le travail de nuit, pour répondre à cette très importante croissance industrielle.

Cette politique vise à obéir à un plan drastique d'économies dont les salariés sont les premières victimes. De même la politique salariale est très loin d'avoir suivi la même progression que les ventes d'avions, sauf



pour les salaires des dirigeants. De 2001 à 2003, leurs rémunérations ont augmenté de 150 % alors que celles des autres salariés n'augmentaient que de 10 %, augmentations générales et individuelles confondues.

**OUI incontestablement c'est un bel avion, une réussite technologique qui doit se concrétiser par une autre réussite : celle concernant le volet social pour l'ensemble des salariés.**

Toulouse le 28 avril 2005



résultat des savoir-faire, des compétences et de l'implication des salariés, ouvriers, employés techniciens ingénieurs, acquis depuis des décennies, sans lesquels le projet n'aurait pu voir le jour. Ce succès est aussi le résultat des coopérations entre les salariés des entreprises des pays euro-

Les fédérations Cgt de l'Énergie et des Mines, du Textile-Habillement-Cuir, de la Métallurgie, des Industries chimiques, des Travailleurs de l'État, de la Construction, de l'Agroalimentaire, du Verre-Céramique et des Cheminots, s'engagent dans une véritable mobilisation pour relancer nos industries. Le 9 juin prend une nouvelle dimension dans le prolongement des Rencontres de Villepinte. Il s'ancre dans les luttes de ces derniers mois. L'ensemble des initiatives de luttes porte sur une question fondamentale **qu'est la finalité de l'entreprise et de la responsabilité publique, pour un développement des territoires, des bassins d'emplois en lien avec les revendications spécifiques que porte chaque profession.** Y répondre suppose l'élaboration de projets industriels d'envergure dans tous les domaines, nécessitant des investissements matériels, humains, de recherche et financiers importants.



# Marche Mondiale des femmes...

nous marcherons à Marseille  
avec les femmes du monde ..!

***"Nous, les femmes, marchons depuis longtemps pour dénoncer et exiger la fin de l'oppression que nous vivons en tant que femmes, pour dire que la domination, l'exploitation, l'égoïsme et la recherche effrénée du profit menant aux injustices, aux guerres, aux conquêtes et aux violences ont une fin. De nos luttes féministes, de celles qu'ont menées nos aïeules sur tous les continents, sont nés de nouveaux espaces de liberté, pour nous-mêmes, pour nos filles, pour nos fils et pour toutes les petites filles et tous les petits garçons, qui, après nous, fouleront ce sol. Nous bâtissons un monde où la diversité est un atout et où tant l'indivi-***

***dualité que la collectivité sont sources de richesse, où les échanges fleurissent sans contraintes, où les paroles, les chants et les rêves bourgeonnent. Ce monde considère la personne humaine com.me une des richesses les plus précieuses. Il y règne l'égalité, la liberté, la solidarité, la justice et la paix. Ce monde, nous avons la force de le créer"(extraits de déclaration de KIKALI (RWANDA) 10 décembre 2004.***

Nous avons de nombreuses raisons de participer à cette marche mondiale des femmes dans son étape à Marseille le 28 et 29 mai prochain, pour revendiquer le droit à

l'emploi, de meilleures conditions de salaires d'emploi et de retraites. Malgré les lois sur l'égalité professionnelle les femmes salariées se trouvent toujours, pour une grande majorité, cantonnées dans des emplois précaires, à temps partiel. c'est cela qui nous fera marcher le 28 mai à Marseille... Les hommes et les femmes de Midi-Pyrénées y seront présents. ■

Deux bus partiront de TOULOUSE ce 28 mai à 7h et seront de retour le même jour en fin de soirée (23h-24h) coût : 30€ par participants(es), s'inscrire sans attendre auprès de votre UD ou du secrétariat du Comité régional

## Val d'Adour : l'union locale de pays !

La NVO a rapporté dans un numéro récent, l'évènement que constitue la création d'une union locale du Val d'Adour. Un évènement inédit qui relève de la volonté des deux unions départementales, celle des HAUTES-PYRENEES et celle du GERS.

A ce stade, il est important de souligner les raisons qui ont conduit à ce résultat pour développer un syndicalisme de proximité. Elles s'appuient sur un travail de coopération de plusieurs années entre les deux UD. Le comité régional se félicite de cette nouvelle étape qui marque une meilleure prise en compte de la dimension territoriale et de son évolution par nos organisations. En effet la loi sur l'aménagement du territoire instaure en 1999 un nouveau niveau d'ad-

ministration du territoire : le pays ! Il regroupe plusieurs territoires (communes, cantons... sur plusieurs départements ou non) qui ont ensemble une identité commune et un projet de développement partagé. La loi instaure en son sein un conseil de développement qui permet aux acteurs du territoire d'intervenir sur les choix qui les concernent. Très tôt, le comité régional a mis en avant l'intérêt pour nos organisations syndicales de faire des pays des nouveaux lieux d'intervention et d'action pour les salariés et leurs préoccupations.

D'autant que, dans un certain nombre de pays, il y en a maintenant 30 dans notre région, la cgt y a désigné des représentants. C'est le cas du pays du Val d'Adour

ou progressivement les syndicats du territoire se sont rencontrés, ont échangé leur expérience et ont trouvé avec leurs unions départementales respectives les formes de nouvelles façons de travailler et de coopérer ensemble dans la CGT. C'est d'autant plus nécessaire que de grosses Pme de l'agro-alimentaire sont présentes et ne disposent souvent d'aucuns syndicats.

Le déploiement organisé depuis lors débouche sur de premiers résultats intéressants (voir page 10) qui montre qu'en prenant cette initiative la cgt se donne les moyens d'un syndicalisme moderne et efficace! ■

## Plan National de syndicalisation !



des résultats, des créations inédites et des paroles de syndiqués, dans ce nouveau rendez-vous régional...!

Nous poursuivons la publication des résultats de la campagne du Plan National de Syndicalisation, vous pouvez vous aussi faire connaître vos expériences vos résultats.

**MÉTALLURGIE :** au mois d'avril la Métallurgie recensait en Midi-Pyrénées **277** adhésions nouvelles réalisées par 41 syndicats et la création de 8 nouvelles bases dont 23 étaient des ingénieurs, cadres et

ne qui s'est exprimée nous avons extrait ce témoignage :

**paroles de syndiqués** "Je me suis syndiquée parce que je voulais faire nombre sans y consacrer de temps. Depuis, je reçois la revue et plein d'informations. Je ne viens pas aux réunions mais quand je veux faire passer une info ou donner un avis, c'est simple. En tout je me sens mieux, et je suis fière de contribuer à ce qu'est la cgt" "Je me suis syndiquée pour donner

"je suis syndiquée, parce que je voulais faire nombre sans y consacrer beaucoup de temps !"

*l'exemple à mes enfants qui devront se battre encore plus que nous pour conserver une certaine qualité de vie. Râler sans agir mène à une morosité qui ne convenait plus à mon teint... Donc j'ai rejoint mes petits camarades les plus actifs et les plus ouverts à la discussion et à la concertation: la cgt. Depuis je ne me sens plus seule dans mes convictions et j'ai repris des couleurs...*

**UD46 :** lors du congrès qui s'est tenu fin mars une séance était consacrée à la discussion sur " l'outil syndical, moderne efficace et démocratique " avec un projet de résolution décidant de fixer l'objectif de 2500 adhérents d'ici le prochain congrès

par le doublement des adhérents de l'union départementale en 3 ans. Le débat sur cette résolution fut traversé de nombreuses contradictions. En effet ont été mises en avant les potentialités : de nouvelles bases se créent à l'exemple des Bateliers du Gouffre de Padirac dont 30 viennent d'adhérer à la cgt, l'UD enregistre plus 70 adhésions nouvelles à l'ouverture du congrès soit l'équivalent de toutes les adhésions réalisées pour toute l'année 2004. D'autres camarades évoquent des difficultés et pensent que l'objectif proposé n'est pas réaliste ! Au final la résolution est adoptée par un vote qui traduit ces hésitations.

**UD31 :** en ce début d'avril l'UD totalise 313 adhésions nouvelles et 3 bases nouvelles soit l'équivalent des adhésions réalisées, connues pour toute l'année 2004. Les 3 zones ciblées : Aéroconstellation, Mirail, Labège-Innopole, ont mis en place leur plan de travail et assure une présence régulière de la cgt sur ces zones. Rencontre avec les salariés d'une entreprise de nettoyage à Blagnac, parrainage des commerces du centre ville par l'UL qui s'est concrétisé par 2 adhésions nouvelles.

**UD65 et UD32 :** création de l'union locale du Val d'Adour, parrainage des entreprises du territoire création d'un nouveau syndicat entreprise Grimaud **2** adhésions réalisées.

**UD65** réalise par ailleurs 90 adhésions depuis le 1<sup>er</sup> janvier et 3 bases nouvelles dont un syndicat à l'hôpital de Lourdes (résultat d'un travail engagé depuis très longtemps).



techniciens, 63 des retraités. Dans ce bilan de la profession soulignons les 35 adhésions nouvelles réalisées par le syndicat CGT de la COMAU (81) suite à l'action menée pour défendre l'emploi. Dans les nouvelles bases créées, 2 syndicats ont chacun plus de 20 adhésions réalisées. L'USTM31 totalise 102 nouvelles adhésions.

**Le syndicat ASTRIMUM (31)** s'est adressé à l'ensemble des salariés par un tract expliquant l'intérêt d'être syndiqué, il donne également la parole à ceux qui viennent récemment de se syndiquer. Parmi la dizai-



**René GADESSAUD**  
secrétaire général de l'UD.

## Congrès

L'union départementale du LOT a tenu son congrès les 23 et 24 mars dernier. **René GADESSAUD** a été reconduit dans sa responsabilité de secrétaire général de l'UD.

## Souscription régionale

**MERCI!** Vous avez été nombreux à répondre à l'appel que nous avons lancé fin mars afin de nous permettre de financer le train pour la manifestation à Bruxelles. Soyez en remercié, votre aide a été précieuse et témoigne que la solidarité n'est pas un vain mot dans la **CGT**. C'est un encouragement à poursuivre nos efforts et ainsi réussir à financer l'intégralité du train (voir bilan joint par courrier). Aussi pour tous ceux qui n'ont pas encore versé nous les encourageons à le faire rapidement! La prochaine échéance étant fin mai, nous comptons sur vous. A cette date nous clôturerons la souscription lancée. Adressez votre contribution, celle du syndicat directement au secrétariat régional!

## Bulletin: nouvelle formule !

A la lecture du Bulletin vous constatez des changements ! Ils nous permettent d'améliorer notre communication et d'être encore mieux à votre écoute. Vous êtes nombreux à nous dire votre satisfaction. Vous retrouverez tous les deux mois les mêmes rubriques. N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires, suggestions !

